

Mesures restrictives en matière financière: Perspectives et nouveautés

Quel impact pour le secteur bancaire et assurantiel ?

Pierre-Michaël de Waersegger

Arendt & Medernach

arendt.com

Partner
Banking and Financial Services
Insurance & Reinsurance law

1. Les mesures restrictives en matière financière: situation législative

- a) Le cadre législatif et réglementaire en matière de mesures restrictives
- b) Les principes clés
- c) Loi de 2020: les modifications principales
- d) Portée et ambition de la Loi de 2020

2. Impact pour les professionnels du secteur des banques et des assurances

1) Les mesures restrictives en matière financière: situation législative



a) Le cadre législatif et réglementaire en matière de mesures restrictives



- La loi du 27 octobre 2010 relative à la mise en oeuvre de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et d'actes adoptés par l'Union européenne comportant des interdictions et mesures restrictives en matière financière à l'encontre de certaines personnes, entités et groupes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme (« **Loi de 2010** »)
- Règlement grand-ducal du 29 octobre 2010 portant exécution de la 2010 (« **RGD 2010** »)
- Loi du 19 décembre 2020 relative à la mise en oeuvre de mesures restrictives en matière financière (« **Loi de 2020** »)



Loi de 2020



Loi de 2010

RGD 2010





b) Les principes clés

- Mise en œuvre par le Luxembourg des mesures restrictives en **matière financière** adoptées au niveau de l'ONU et de l'Union Européenne contre certains états, personnes, entités et groupes par:

- Dispositions des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU
- Positions communes et règlements de l'Union Européenne avant 1/12/2009
- Décisions et règlements de l'Union Européenne depuis 1/12/2009



- Mesures restrictives comprenant:

- Interdiction ou restriction d'activité financière
- Interdiction ou restriction de fournir des services financiers (*i.a.* services assurance/banque) + assistance technique de formation ou de conseil
- Gel de fonds, d'avoir ou d'autres ressources économiques

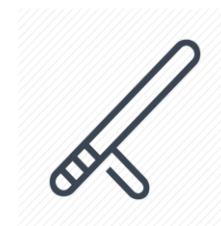




b) Les principes clés

- Vaste champ d'application *rationae personae*:
 - Personne physique (« **PP** ») de nationalité luxembourgeoise
 - Personnes morales (« **PM** ») établies au Luxembourg opérant sur ou à partir du Luxembourg ou depuis l'étranger
 - Succursales de PM luxembourgeoises à l'étranger + succursales à Luxembourg de PM étrangères
 - Toute autre PM ou PP opérant sur le territoire luxembourgeois

- Règlement grand-ducal ou liste annexée acte onusien/européen fixant:
 - Les Etats, PM, PP, entités ou groupe objet des mesures restrictives
 - Les mesures restrictives applicables





b) Les principes clés

- Commission de Surveillance du Secteur Financier (« **CSSF** »), Commissariat Aux Assurances (« **CAA** ») et l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA:

- pouvoir de surveillance



- pouvoir de sanction administrative



- Divulgence de bonne foi et secret professionnel



- Dérogations exceptionnelles sur accord du Ministre des Finances





b) Les principes clés

- Non-respect de la Loi de 2020 entraîne:
 - Emprisonnement de 8 jours à 5 ans
 - 12.500 à 5.000.000 EUR
 - Gain financier important → quadruple de la somme





c) Loi de 2020: les modifications principales

■ Elargissement du champ d'application *rationae materiae*

- ☐ Lutte contre le financement du terrorisme **mais encore** ...
- ☐ Lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive
- ☐ Protection de la paix et de la sécurité internationale
- ☐ Lutte contre les violations du droit international



■ Application directe des mesures restrictives de l'ONU



■ Possibilité pour le Luxembourg d'imposer dans l'urgence des mesures restrictives financières

- ☐ Menace à la sécurité nationale
- ☐ 60 jours maximum
- ☐ Dans l'attente de la saisine de l'ONU ou l'Union Européenne





c) Loi de 2020: les modifications principales

- Introduction dans la Loi de 2020 des dérogations accordées par le Ministre des Finances



- Durcissement des sanctions applicables:

- Inspiration de la loi du 12 novembre 2004 en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme
- Inspiration de la Loi du 27 juin 2018 relative *i.a.* au contrôle des exportations (« **Loi de 2018** »)





d) Portée et ambition de la Loi de 2020

- Prise de conscience de la multiplicité des menaces
- Léger remaniement de la Loi de 2010
- Développe, étoffe et renforce le système en place
- Pendant **en matière financière** de la Loi de 2018 en matière commerciale



2) Impact pour les professionnels sur le secteur des banques et des assurances



2) Impact pour les professionnels du secteur des banques et des assurances

- Pour les PP et PM soumises à la surveillance du CAA → Règlement du CAA 20/03 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme → également applicable si l'entreprise n'est pas soumise à la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme
- Politique LBC/FT inclut les procédures en matière de mesures restrictives
- Devoir de vigilance constant:
 - **Screening** permettant de détecter les Etats, PM, PP, entités ou groupes visés par des mesures restrictives (« **Personnes Listées** »)
 - **Vérification** sur clients, mandataires, bénéficiaires effectifs et de contrat d'assurance, intermédiaires, assurés et objet identifiés couverts, prestataires de services et destinataires d'indemnités
 - Nécessité de **mise à jour régulière** de l'outil de filtrage interne et externe pour assurer l'actualité des listes officielles pertinentes
 - En cas de **détection** de Personne Listées:
 - Application des mesures restrictives pertinentes
 - Information des autorités compétentes
 - Copie de la communication au CAA



2) Impact pour les professionnels sur le secteur des banques et des assurances

- Pour les professionnels du secteur financier → Règlement CSSF 12-02 du 14 Décembre 2012 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme
- Devoir de vigilance constant inclut au minimum:
 - Obligation de détecter sans délai les Personnes Listées
 - En cas de détection de Personne Listée:
 - Application des mesures restrictives pertinentes
 - Information des autorités compétentes
 - Copie de la communication à la CSSF
- Les professionnels doivent faire en sorte que le système interne pour ce contrôle est adapté pour toujours respecter ses obligations
- Les professionnels doivent détecter les Personnes Listées par rapport aux actifs gérés et veiller à ce que les fonds ne soient pas mis à la disposition de Personnes Listées.
- Le responsable du contrôle = personne de contact privilégiée la communication avec les autorités compétentes

Merci de votre attention !



Contact



Partner,
Banking and Financial Services, Insurance and
Reinsurance Law
pierre-michael.dewaersegger@arendt.com
T +352 40 78 78 258